

Sécurité alimentaire, développement inclusif, climat : les enjeux de la coopération en Méditerranée

22 Avril 2016 – Villa Méditerranée, Marseille

Conférence organisée par l'Office de Coopération pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) en partenariat avec le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) et avec la collaboration d'ANIMA Investment Network



INTERVENANTS :

Omar Bessaoud, Administrateur scientifique et enseignant-chercheur au CIHEAM-Montpellier ;

Yasmine Seghirate El Guerrab, Responsable de la communication au CIHEAM ;

Pascal Bergeret, Directeur du CIHEAM–Montpellier ;

Aurélien Baudoin, Chef de projet chez ANIMA Investment Network ;

MODÉRATEUR :

Pierre Massis, Délégué général de l'OCEMO.

L'émergence de nouvelles crises au caractère de plus en plus imprévisible en Méditerranée nécessite aujourd'hui une coopération élargie. Celle-ci passe aussi par les territoires ruraux et agricoles. Donner une réponse complète aux grands défis que la région devra affronter dans les années futures provoque inévitablement une réflexion sur la sécurité alimentaire, le développement rural, le climat et les enjeux qui leurs sont liés : place de l'agriculture dans une société en pleine mutation économique et démographique, effets du changement climatique particulièrement exacerbés sur le territoire méditerranéen, développement inclusif et durable des territoires ruraux, coopération régionale, etc. C'est l'ensemble de ces sujets que la conférence du 22 avril 2016, organisée dans le cadre des Ateliers de l'OCEMO par l'Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient avec le CIHEAM et la participation d'ANIMA Investment Network, avait à dessein de traiter en présentant des projets concrets et des solutions porteuses d'innovation.

Développement inclusif et climat : les grands défis régionaux liés à la sécurité alimentaire

En introduction, Omar Bessaoud, spécialisé dans l'étude des politiques publiques agricoles et rurales, a dressé la liste de quelques grands défis touchant les pays de la zone MENA (Middle East and North Africa).

« *La région méditerranéenne est l'une des régions les plus déficitaires et dépendantes en ce qui concerne les produits alimentaires de base. Près de 27% des céréales échangées dans le monde sont à destination des populations méditerranéennes, lesquelles ne représentent que 7% de la population mondiale* ». Ce constat préfigure le premier défi portant sur la sécurité alimentaire des populations méditerranéennes, en augmentation, tandis que les ressources fragiles se raréfient. La transition démographique des pays du sud de la Méditerranée est quasiment achevée. Cependant, le renversement de la pyramide des âges dans ces pays va renforcer la proportion de la population inactive par rapport à la population active. Ainsi, dans les années à venir, il va falloir nourrir une population plus nombreuse avec moins d'actifs agricoles.

Le milieu rural est, pour le moment, le plus concerné par les difficultés d'inclusion des jeunes sur le marché du travail. La proportion de la population touchée par le chômage et la pauvreté est particulièrement importante. Il s'agit d'un sérieux défi auquel des solutions inclusives doivent être apportées afin de multiplier et de diversifier les activités pouvant employer des jeunes actifs.

Les ressources naturelles sont aussi source de préoccupations. L'érosion accrue des sols, l'avancée de la désertification, la baisse de la pluviométrie et des ressources en eau impactent inévitablement l'agriculture. Le choc climatique selon les scénarios du GIEC risque de s'accroître, réduisant les « *capacités de mobilisation des ressources naturelles dans cette région* » explique Omar Bessaoud. Le choc climatique se conjugue donc au choc démographique et au choc économique puisque les économies méditerranéennes sont très sensibles aux perturbations climatiques. En définitive, celles-ci se répercutent sur le commerce mondial, dont la région dépend particulièrement à travers ses importations.

Un modèle de développement contre-productif

Le modèle agricole choisi est important pour assurer la stabilité, le développement et la sécurité alimentaire du territoire. L'agriculture conserve une place importante en termes d'employabilité de la population, toutefois les plus petits agriculteurs sont exclus des ressources foncières : « *75% des petits agriculteurs locaux disposent de moins de 10 hectares. Les structures qui prédominent ne contribuent pas à améliorer le niveau de consommation ou à créer de l'emploi. Le choix qui a été fait, est de favoriser l'installation de capitaux privés, y compris d'entreprises étrangères, facilitée par les aides des Etats* ». Pourtant, les petits agriculteurs sont ceux qui assurent en grande partie la sécurité alimentaire des ménages, l'entretien et l'aménagement durable de leurs territoires, contrairement aux cultures de « *rente* » des grandes exploitations. Il y a une nécessité de rééquilibrer la distribution des ressources entre les différentes fractions de la paysannerie et de passer à une croissance plus inclusive : « *Il en va de l'équilibre social, et il en va aussi de la stabilité politique de la région* ».

Se pose la question de savoir qui peut porter ce nouveau modèle, à l'opposé d'une vision court-

termiste, d'intégration à la mondialisation et au commerce international, négligeant totalement les stratégies de diversification et de production de qualité favorables à la sécurité alimentaire des pays. Si la réponse est encore à définir, la responsabilité des pouvoirs publics dans la fragilité de l'accompagnement et de l'appui à la population agricole ne l'est plus. Les problèmes climatiques et démographiques, pousseront la stratégie à être repensée à un moment ou à un autre.

Les activités du CIHEAM au service de la résilience méditerranéenne

Face à ce constat, Yasmina Seghirate El Guerrab responsable de la communication du CIHEAM, explique que des solutions existent et qu'il faut travailler à une plus grande valorisation de ces dernières. L'importance des défis actuels nécessite de repenser la manière de coopérer. Dans différents secteurs d'activité, des synergies doivent être mises en place entre les différentes institutions et les différents acteurs. Une stratégie à moyen et long terme doit être réfléchi et définie. C'est le travail mis en œuvre par le CIHEAM, organisation inter-gouvernementale au service de la coopération multilatérale depuis 1962. L'« Agenda 2025 » de l'organisation va dans ce sens. Il s'appuie sur les 17 Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations-Unies en 2015. Parmi ceux-ci, le CIHEAM est plus particulièrement impliqué dans quatre d'entre eux : protection de la planète, sécurité alimentaire et nutritionnelle, développement inclusif et crises et résilience.

Comme l'explique Yasmina Seghirate El Guerrab « *la préservation de la planète passe par la lutte contre toutes les formes que le gaspillage peut emprunter* ». C'est aussi la question peu évoquée, de la perte des savoirs traditionnels, ces pratiques résilientes qui appartiennent à la culture locale. L'agriculture est particulièrement concernée par la question du gaspillage des ressources naturelles puisqu'elle en est entièrement dépendante. Aussi, il faut savoir qu'« *un tiers de la production agricole destinée à l'alimentation est perdu. Au niveau du transport, du stockage et de la consommation, tout au long de la chaîne agro-alimentaire, il y a d'énormes pertes qui peuvent être évitées grâce à une infrastructure modernisée, par des innovations techniques et organisationnelles* ». Cependant, pour ce faire à l'échelle méditerranéenne, la nécessité est de créer des zones d'échanges, des lieux de partage d'expertises. « *Le gaspillage est un luxe qu'on ne peut plus se permettre* » conclut Yasmina Seghirate El Guerrab.

Le deuxième pilier sur lequel le CIHEAM travaille est celui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, impactée par la démographie galopante et le changement climatique. Spécificité de la région, la moyenne d'âge des agriculteurs est de 57 ans, indicateur qui dénote le faible renouvellement de la profession, du à son manque d'attractivité. La réponse apportée à la problématique globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'appuie sur la valorisation des pratiques alimentaires traditionnelles, appelées aussi diète méditerranéenne, caractérisées par la consommation en abondance de fruits, légumes, légumineuses, mais limitée de poisson et de viande. Ces pratiques alimentaires ont une dimension économique, avec la valorisation des circuits courts, mais aussi environnementale puisque c'est une manière de produire plus respectueuse des écosystèmes. De même, la problématique concerne la santé publique. En effet, la transition nutritionnelle au Maghreb, avec une alimentation mondialisée très grasse et très riche, a vu l'apparition de nouvelles maladies telles que l'obésité, les maladies cardio-vasculaires et le diabète. Promouvoir la qualité et la sûreté des aliments demande aussi d'échanger des bonnes pratiques et de travailler sur les réglementations. L'accès à l'alimentation, c'est d'une part pour les agriculteurs la capacité de

produire, mais aussi, pour les consommateurs de bénéficier d'un pouvoir d'achat suffisant pour subvenir à leurs besoins, en particulier concernant les publics vulnérables.

« Ramener les services de la ville vers les campagnes »

Depuis plusieurs années, l'exode rural et le chômage des jeunes appellent à un développement inclusif de l'ensemble du territoire afin de rendre les espaces périphériques plus attractifs. *« Il y a toute une réflexion à tenir sur comment ramener les services de la ville vers les campagnes pour que ce soit des endroits que l'on ait plus envie de quitter. On ne peut pas penser un développement à l'échelle méditerranéenne sans envisager un développement rural »*. Le processus de développement inclusif vise aussi à s'appliquer aux publics vulnérables et à l'égalité des genres. *« Au Maghreb et au Moyen-Orient, selon les sources de l'OIT, le taux de travail d'activité des femmes est le moins important au monde. Les trois quarts d'entre elles en âge de travailler sont inactives ou ne sont pas en recherche d'emploi. Cela ne veut pas dire qu'elles ne font rien, elles travaillent énormément dans la sphère domestique et dans le secteur informel, mais leur activité n'est ni valorisée, ni rémunérée. Ainsi elles n'ont pas accès à la formation, à l'éducation, au crédit ou encore à la propriété »*. Les conditions de l'égalité entre hommes et femmes sont à ce titre considérées comme un levier incontournable du développement rural.

Les pouvoirs publics sont en première ligne pour participer au développement des territoires ruraux mais ils doivent être soutenus par d'autres acteurs. Il est donc important de décloisonner les relations entre secteurs publics et privés, d'associer des opérateurs privés et des investisseurs qui ont un impact positif sur le territoire, et de valoriser les démarches de responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Anticiper pour mieux agir

Le dernier axe de travail du CIHEAM se concentre sur la prévention et la gestion des risques dans une région propice aux tensions sociales, climatiques, environnementales et sécuritaires. La réflexion doit se situer le plus en amont possible sur la gestion de ces crises. La question migratoire a pris désormais une acuité forte avec des enjeux alimentaires et de réponses à apporter aux besoins des populations déplacées. Les pays les plus exposés aux problèmes migratoires, tels que le Liban ou la Jordanie, font aussi face aux problèmes structurels vus précédemment, complexifiant encore la situation. La gestion du sujet de la mobilité exige également de les traiter de manière préventive, il faut éviter *« cette saignée des territoires ruraux, que les gens quittent pour toute une série de raisons »*.

La multiplication des flux ne se limite pas qu'aux activités humaines, elle concerne également les animaux et les plantes devenant ainsi plus vulnérables aux maladies. Cela demande de travailler sur les systèmes d'alertes et autres dispositifs existants pour essayer de limiter la répercussion des dégâts sur les éco-systèmes de l'ensemble des pays du bassin méditerranéen.

Le CIHEAM en action

Le travail du CIHEAM peut-être illustré plus particulièrement et concrètement par les activités de ses instituts basés à Saragosse en Espagne, Bari en Italie, La Canée en Crète et Montpellier. Le directeur de ce dernier pôle situé en France, Pascal Bergeret, l'explicite à travers trois grandes actions emblématiques décrites ci-après.

L'espace méditerranéen est une zone d'extrême importance pour les échanges céréaliers, à la fois pour la production et le commerce. Les ministres de l'agriculture des treize pays partenaires du CIHEAM ont donc soulevé la nécessité d'étudier ces échanges en détail et de décroiser les situations par le partage d'informations, afin que chaque opérateur ne soit pas seul face au marché. La création du réseau MED-Amin en 2013 a ainsi permis à treize « *institutions compétentes en matière de suivi* » (offices de statistiques, offices des céréales, ...) de chacun des pays de se réunir tous les ans et de mettre à disposition des autres des données sur la production, la consommation, les surfaces, les stocks... L'enjeu est double, d'une part parvenir à une intercompréhension mutuelle de ces pays par l'éventuelle comparabilité de leur situation. D'autre part de mettre en place une démarche prospective. De fait, l'idée est de pouvoir déceler les futures tensions sur les marchés en anticipant le jeu de l'offre et la demande. Le réseau se concentre pour l'heure sur les céréales, ces « *denrées éminemment stratégiques* » que sont le blé, le riz, le maïs et l'orge.

Pascal Bergeret rejoint Omar Bessaoud sur la question de la coopération européenne avec les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, trop souvent focalisée sur les aspects commerciaux avec la libéralisation des échanges et la baisse des barrières tarifaires et non tarifaires, mais pas suffisamment axée sur la coopération et l'investissement dans de nouveaux modèles de développement plus inclusifs. « *C'est un grand défaut de la politique de voisinage* » ajoute-t-il, « *la politique d'exportation agricole monopolise le dialogue euro-méditerranéen. Elle concerne une minorité d'agriculteurs et ne fait pas l'effet levier que l'on attend pour le développement rural de ces pays, ça y contribue mais ce n'est pas suffisant.* »

Dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne, le projet European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development (ENPARD) a été confié au CIHEAM de Montpellier. Celui-ci a reçu la charge d'animer une initiative qui a pour vocation de soutenir l'ensemble des pays du voisinage de l'Union européenne dans son développement agricole et rural. Le fil rouge de cette initiative est d'interroger, par le biais de groupes multi-acteurs, les différents axes de soutien aux agriculteurs dans chacun des pays. L'ensemble des sujets, pouvant aller de l'irrigation et la réutilisation des eaux usées jusqu'à l'agro-écologie, est traité par la totalité des parties prenantes impliquées dans ces politiques agricoles afin de faire ressortir des recommandations sur les problèmes identifiés. Deuxième axe du programme, le multilatéralisme est valorisé à travers des séminaires régionaux ayant vocation à faire échanger les différents pays sur des sujets d'intérêts communs.

Le dernier projet, s'inscrit dans la problématique de la perte et du gaspillage du savoir. Le dispositif mené conjointement avec l'Université du Liban, s'est traduit par la mise en place d'une formation commune de Master 2. Ce programme répond aux besoins de renforcement des services de l'État libanais en offrant un cursus universitaire aux futurs cadres du Ministère de l'Agriculture libanais, les rendant aptes à mettre en œuvre des politiques agricoles et de développement durable de qualité. D'autres doubles diplômes délivrés par le CIHEAM-Montpellier sont en cours d'élaboration avec

l'Institut National Agronomique de Tunis (INA) mais aussi l'Institut Hassan II au Maroc. L'objectif est que « *ces formations soient directement remises au service des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, cela peut être dans l'administration comme dans l'industrie agro-alimentaire.* »

Le lait : un produit aux effets d'entraînement importants sur le développement

Toujours dans cette optique de façonner des projets concrets et positifs au bénéfice des deux rives de la Méditerranée, Aurélien Baudoin du réseau ANIMA a supervisé le projet LACTIMED. Financé par l'Union européenne dans le cadre de sa politique de voisinage, son objectif est de structurer des filières laitières locales autour de clusters, cette structuration permettant de valoriser les productions. Les quelques 150 actions menées ont concerné cinq territoires pilotes : Alexandrie et Beheira en Egypte, la Thessalie en Grèce, la Bekaa au Liban, la Sicile en Italie et Bizerte et Béja en Tunisie.

La réponse à la demande croissante en produits laitiers en Europe, puis dans les pays du sud, s'est généralement traduite par une concentration et une industrialisation de la production par de grands groupes, face auxquels les petites et moyennes entreprises rencontrent des difficultés. Ce constat, ajouté à l'émergence de nouveaux marchés de consommateurs en demande de produits typiques et qualitatifs face à la standardisation des goûts, a montré les opportunités croissantes de ce projet.

La première étape s'est concentrée sur l'établissement d'un diagnostic du territoire. Différentes spécificités et priorités propres à chaque territoire ont émergé : « *commercialisation et production en Grèce, qualité sanitaire en Egypte et au Liban, valorisation et certification des produits en Tunisie.* » Néanmoins, il ne faudrait pas oublier les problématiques communes telles que l'alimentation animale, l'accès aux financements bancaires ou la nécessaire différenciation de la production, facteur de valeur ajoutée. En définitive, la structuration de la filière est un atout indéniable pour donner de la force et de la visibilité à ces différents acteurs, mais aussi pour permettre une réponse adaptée des pouvoirs publics aux besoins des producteurs.

Le cas de la production laitière en Thessalie

Plus spécifiquement en Thessalie, « *territoire d'une grande richesse par le nombre de ses races locales de moutons et de chèvres et par sa culture laitière* », le manque d'organisation entre les acteurs des petits bassins laitiers était problématique. Ils coopéraient très peu entre eux, la gestion et la diffusion de la connaissance se faisaient avec difficulté. Lorsque l'AOP du produit local, la féta, a été créée, les producteurs locaux ont eu peu de poids face aux grandes entreprises dans les négociations. La relative faiblesse du cahier des charges de l'AOP a permis l'importation de lait non grec à des prix déifiant toute concurrence, ne laissant aucune chance aux producteurs utilisant le lait des éleveurs locaux de rivaliser. Apportée par LACTIMED, la solution d'un label inclus à l'intérieur de l'AOP s'est révélée judicieuse. Garantissant l'utilisation d'un lait de proximité produit par des troupeaux en élevage semi-extensif, le respect de recettes traditionnelles et autres critères, ce label est aujourd'hui utilisé par sept PME pour la reconnaissance de la production d'un fromage de qualité. Le numérique et les nouvelles technologies, comme le traçage GPS des chèvres, ont permis également des recherches agronomiques sur la qualité nutritive des plantes mangées par les troupeaux et la sélection des semences les plus intéressantes.

La structuration de ces producteurs de Thessalie en cluster, accompagnée d'une assistance technique et d'une entreprise de promotion à l'étranger, a eu des répercussions directes sur le prix de vente de leurs produits, estimé à deux fois celui de la féta industrielle. Favoriser la constitution de nouveaux débouchés par « *la participation à des salons, à des foires, à des rencontres avec des affineurs, des chefs de restaurants, des distributeurs... et en travaillant avec des réseaux comme Slow Food qui sont très intéressés de par la promotion de ce type d'initiative* » est l'une des autres composantes essentielles du projet LACTIMED.

Il faut impliquer le maximum d'acteurs dans de tels dispositifs afin qu'ils soient le plus viable et durable possible. L'effet d'entraînement est réel car, malgré l'arrêt du projet à la fin de l'année 2015 de nouvelles initiatives voient le jour. Une nouvelle PME de transformation est en train d'être créée sous la forme d'une coopérative rassemblant une quinzaine d'éleveurs. D'autre part en ce qui concerne la question des investissements, savoir identifier les acteurs d'une filière par une visibilité désormais internationale facilite les investissements.

L'imbrication de deux modèles habituellement renvoyés dos à dos

En conclusion de cet atelier, la question est posée de l'avenir d'un système de filières courtes et locales, basées sur l'innovation et la qualité et des solutions qu'il amène à l'échelle de la Méditerranée, face à l'existence d'un autre système alimentaire aujourd'hui encore prédominant qui est mondialisé, très uniformisé, standardisé et à faible coût de production. Pascal Bergeret rappelle que « *ces initiatives qui, prises isolément peuvent paraître comme insuffisantes, ou comme une goutte d'eau dans la Méditerranée, quand elles sont mises bout à bout, et si on se donne une perspective à moyen terme, deviennent très intéressantes.* » Omar Bessaoud, abonde dans ce sens et insiste sur la faiblesse d'analyse des politiques publiques visant à mettre en place un système productiviste et d'exploitation intensive sur des territoires inadaptés de par leurs ressources limitées. Yasmine Seghirate El Guerrab tient à pondérer en expliquant que, « *les combats entre les grands groupes et les plus petites structures doit de plus en plus être nuancé. Les grands groupes ont tout à fait compris qu'un business ne pouvait être durable que s'il était un minimum respectueux de certains critères environnementaux et sociaux. S'implanter dans un territoire, si on ne crée pas de valeur ajoutée sociale, ce n'est pas bon pour le business* ». Les perspectives du développement agricole et rural peuvent finalement sembler encourageantes.